

Rapport Financier Semestriel 30 juin 2016

MEDIAN Technologies SA



1. SOMMAIRE

1.		Sommaire 2
2.		Présentation du Groupe3
	а.	Présentation Générale3
	b.	Histoire de la société en date3
	с.	Historique des levées de fonds depuis l'introduction en Bourse 4
	d.	Actionnariat au 30 Juin 20165
	e.	Historique des plans d'options de souscriptions d'actions 5
3.		Rapport semestriel activité7
	а.	Les activités ordinaires au 1 ^{er} semestre 2016 7
	b.	Les comptes consolidés (Normes IFRS)8
	с.	Evènements significatifs intervenus depuis le 30 Juin 2016 8
4.		Etats financiers intermediaires resumés 9
	а.	Etat de la situation financière consolidée9
	b.	Etat du résultat net consolidé10
	с.	Etat résumé du résultat global consolidé (OCI)10
	d.	Etat de variation des capitaux propres consolidés 11
	e.	Tableau des flux de trésorerie consolidé12
	f.	Notes annexes aux états financiers établis selon les normes IFRS 13
5.		Déclaration du responsable du rapport financier sur les comptes consolidés intermediaires resumés 31



2. PRESENTATION DU GROUPE

a. Présentation Générale

MEDIAN Technologies est un éditeur de logiciels et un fournisseur de services dans le domaine de l'imagerie médicale en oncologie. MEDIAN développe et commercialise des solutions logicielles et propose des services optimisant l'exploitation des images médicales pour le diagnostic et le suivi des patients atteints de cancers.

Fort de son expertise dans le domaine, de ses partenariats industriels et académiques et de sa présence dans les services d'imagerie de centres anticancer majeurs de par le monde, MEDIAN propose des solutions innovantes pour l'interprétation et la gestion des images avec deux marchés cibles :

- √ le marché des essais cliniques en oncologie,
- ✓ le marché de la pratique en imagerie oncologique.

Aujourd'hui, les équipes de MEDIAN Technologies incluent 87 collaborateurs dont plus de la moitié est dédiée aux activités de Recherche et développement et aux Services. Pluridisciplinaires, ces équipes intègrent des scientifiques et des ingénieurs spécialisés dans le traitement d'images, le data management, la direction de projets et les règlementations du développement clinique et du dispositif médical.

Depuis sa création, MEDIAN Technologies est implantée dans le sud de la France sur le pôle technologique de Sophia Antipolis, un environnement particulièrement propice aux industries de santé.

Ayant une vocation de fort développement à l'international, la société est également présente via sa filiale MEDIAN Technologies Inc. aux Etats Unis.

b. Histoire de la société en date

2002 - MEDIAN Technologies est créée à Sophia Antipolis, France. Jusqu'en 2007, MEDIAN enrichit sa technologie, notamment en collaborant avec des instituts technologiques en imagerie médicale.

2007 - L'ensemble des développements réalisés par la société est intégré dans un portefeuille d'applications cliniques LMS - Lesion Management Solutions. Les applications sont commercialisées en Europe, puis aux US, après l'obtention des autorisations de la FDA.

2011 - Est une année charnière pour MEDIAN. La société déploie un nouvel ensemble de services spécifiquement adaptés pour la gestion des images lors d'essais cliniques en oncologie : Clinical Services basée sur le coeur technologique des applications LMS.

2011 - Les titres de la Société sont admis sur le marché NYSE Alternext à Paris, selon le principe de la cotation directe avec un cours de référence de 8,05€.

2014 - Treize investisseurs institutionnels étrangers conduits par New Enterprise Associates (NEA), souscrivent pour un montant de 20M€, 2.222.222 actions nouvelles pour un prix de souscription de 9€, dans le cadre d'une augmentation de capital par placement privé.

2015 - Sept investisseurs institutionnels étrangers conduits par Abingworth, souscrivent pour un montant de 19,8M€, 1.650.000 actions nouvelles pour un prix de souscription de 12€ chacune, dans le cadre d'une augmentation de capital par placement privé.

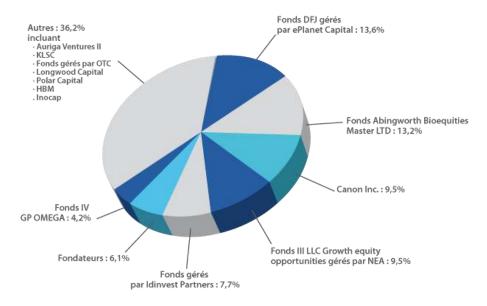


c. Historique des levées de fonds depuis l'introduction en Bourse

Date	Historique	Nombre d'actions	Capital Social (En €)	Levée de fonds (en €)
	Capital social avant la cotation	4 349 482	217 474,10 €	
Année 2011	 - Augmentation de capital en numéraire (Suite à cette augmentation de capital, les titres de la Société ont été admis sur le marché NYSE Alternext à Paris selon le principe de la cotation directe avec un cours de référence de 8,05 € par action); - Emission d'actions suite à l'exercice de BSPCE; - Prise de participation dans la société par Canon Inc (15%); - Emission d'1 action de préférence de catégorie B. 	1 468 336	73 416,80 €	12 012 675,05 €
Année 2012	 - Emission d'actions suite à l'exercice de BSPCE; - Deux fonds Communs de Placement pour l'innovation gérés par OTC Asset Management ont souscrit des actions nouvelles. 	84 500	4 225,00 €	821 200,00 €
Année 2013	Six Fonds Communs de Placement pour l'Innovation ont souscrit au total 132.132 actions nouvelles au prix de 10,60 \in par action.	132 132	6 606,60 €	1 400 599,20 €
Année 2014	 - Augmentation de capital en numéraire et conversion de deux comptes courants, par émission de 2.222.222 actions à bons de souscription d'actions, au prix de 9 € par action, dont 0,05 € de nominal et 8,95 € de prime d'émission. - Emission d'actions suite à l'exercice de BSPCE. 	2 226 642	111 332,10 €	20 018 562,00 €
juin-2015	La Société a émis 6.000 actions de préférence de catégorie E suite à l'exercice de 30 000.BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 4,20 € par action dont 0,05 € de nominal et 4,15 € de prime d'émission.	6 000	300,00 €	25 200,00 €
juil-2015	La Société a émis 55.555 actions nouvelles, suite à l'exercice de 111 110 BSA. Ces actions ont été émises au prix de 9 € par action dont 0,05 € de nominal et 8,95 € de prime d'émission soit un total de 499 995,00 € dont 2 777,75 € de Capital et 497 217,25 € de prime d'émission. Le Conseil d'Administration du 1er octobre 2015 a constaté la réalisation de l'augmentation de capital.	55 555	2 777,75 €	499 995,00 €
juil-2015	Le Conseil d'Administration de MEDIAN Technologies a utilisé la délégation de compétence donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 juin 2015, afin de faire procéder à une augmentation de capital par placement privé avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour un montant de 19 800 000 euros, à 1.650.000 actions pour un prix de souscription de 12€ chacune, dont 11,95€ de prime d'émission. En date du 15 Juillet 2015, il a été constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital.	1 650 000	82 500,00 €	19 800 000,00 €
oct-2015	Le conseil d'Administration du 1er octobre 2015 a constaté l'émission de 10 183 actions nouvelles, suite à l'exercice de 10 183 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 8,05 € par action dont 0,05 € de nominal et 8,00 € de prime d'émission soit un total de 81 973,15 € dont 509,15 € de Capital et 81 464,00 € de prime d'émission.	10 183	509,15 €	81 973,15 €
déc-2015	Le conseil d'Administration du 14 décembre 2015 a constaté l'émission de 31 587 actions nouvelles, suite à l'exercice de 31 587 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 8,05 € par action dont 0,05 € de nominal et 8,00 € de prime d'émission soit un total de 254 275,35 € dont 1579,35 € de Capital et 252 696,00 € de prime d'émission.	31 587	1 579,35 €	254 275,35 €
déc-2015	Le conseil d'Administration du 14 décembre 2015 a constaté l'émission de 1 000 actions nouvelles, suite à l'exercice de 5 000 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 6,50 € par action dont 0,05 € de nominal et 6,45 € de prime d'émission soit un total de 6 500,00 € dont 50,00 € de Capital et 6 450,00 € de prime d'émission.	1 000	50,00 €	6 500,00 €
avr-2016	Le conseil d'Administration du 07 Avril 2016 a constaté l'émission de 32 541 actions nouvelles, suite à l'exercice de 32 541 BSPCE (700 ont été émises en décembre 2015). Ces actions ont été émises au prix de 8,05 € par action dont 0,05 € de nominal et 8,00 € de prime d'émission soit un total de 261 955,05 € dont 1 627,05 € de Capital et 260 328,00 € de prime d'émission.	32 541	1 627,05 €	261 955,05 €
Avril et Mai 2016	Au cours du 2ème trimestre 2016, la société a émis 29 776 actions nouvelles, suite à l'exercice de 29 776 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 8,05 € par action dont 0,05 € de nominal et 8,00 € de prime d'émission soit un total de 239 696,80 € dont 1 488,80 € de capital et 238 208,00 € de prime d'émission.	29 776	1 488,80 €	253 096,00 €
juin-2016	La Société a émis 6.600 actions de préférence de catégorie E suite à l'exercice de 33 000 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 4,20 € par action dont 0,05 € de nominal et 4,15 € de prime d'émission.	6 600	330,00 €	27 720,00 €
	Capital social au 30 juin 2016	10 084 334	504 216,70 €	



d. Actionnariat au 30 Juin 2016



L'information relative à l'actionnariat non nominatif date de l'AGM du 16 juin 2016.

e. Historique des plans d'options de souscriptions d'actions

1. Tableau synthétique

Date de l'assemblée Générale	Nombre de titres autorisés	Date d'attribution des titres	Nombre de titres attribués	Date limite d'exercice			Nombre de titres exercés	Nombre de titres valides et non exercés	Nombre d'actions correspondant	Prix d'exercice par actions	Augmentation de capital potentielle (nominal)
10/03/2009	186 256	20/05/2010	170 000	09/03/2019	120 000	5 000	-	115 000	23 000	6,50	1 150,00
07/12/2009	1 061 309	07/12/2009	1 061 309	06/12/2019	749 329	-	33 000	716 329	143 266	4,20	7 163,29
01/04/2011	100 000	01/04/2011	99 950	31/03/2021	74 950	-	-	74 950	14 990	6,50	749,50
18/05/2011	200 000	08/06/2011	149 952	17/05/2016	89 982	28 365	61 617	-	=	8,05	<u> </u>
BSPCE	1 547 565		1 481 211		1 034 261	33 365	94 617	906 279	181 256		9 062,79
01/04/2011	100 000	01/04/2011	5 000	-		-	-	-	-	-	-
		15/12/2011	60 000	14/12/2018	60 000	-	-	60 000	60 000	9,00	3 000,00
		05/07/2012	34 000	04/07/2019	31 000	-	-	31 000	31 000	10,00	1 550,00
05/04/2012	200 000	05/07/2012	5 970	04/07/2019	5 970	-	-	5 970	5 970	10,00	298,50
		03/10/2013	10 000	02/10/2020	10 000	-	-	10 000	10 000	10,60	500,00
Stock Options	300 000		114 970		106 970	-	-	106 970	106 970		5 348,50
10/03/2009	24 609	10/03/2009	24 609	10/03/2019	24 609	-	-	24 609	24 609	6,50	1 230,45
05/04/2012	1 145 196	05/04/2012	1 145 196	31/12/2018	1 145 196	1 145 196	-	-	-	11,875	-
05/04/2012	1	05/04/2012	ND	31/12/2018	ND	ND	-	ND	ND	11,875	-
06/06/2013	60 000	06/06/2013	60 000	31/12/2020	60 000	-	-	60 000	60 000	8,04	3 000,00
06/06/2013	20 000	06/06/2013	20 000	31/12/2020	20 000	-	-	20 000	20 000	8,04	1 000,00
24/12/2013	117 508	24/12/2013	117 508	31/12/2016	117 508	-	-	117 508	117 508	8,51	5 875,40
29/09/2014	2 222 222	30/09/2014	2 222 222	29/09/2021	2 111 112	-	-	2 111 112	1 055 556	9,00	52 777,80
BSA	3 589 536		3 589 535		3 478 425	1 145 196	-	2 333 229	1 277 673		63 883,65
Total									1 565 899		78 294,94



2. Historique

BSA	. Historique	Date de souscription	Date expiration
"BSA A-2009"	La Société NVF Equity Limited a souscrit un bon de souscription d'actions, pour un montant de 16 K€, libéré en totalité par compensation de créance en 2009. Ce BSA est exerçable à tout moment à compter de la réalisation de l'émission pendant une période de 10 ans expirant le 10 mars 2019. Ce BSA donne droit à acquérir 24.609 actions ordinaires au prix d'exercice de 6,50 €.	mars-09	mars-19
"BSA-2012"	La Société Quintiles a souscrit 1.145.196 bons de souscription d'actions. Ces BSA ont une durée de vie expirant le 31 décembre 2018 et ne sont exerçables que par compensation avec une créance liquide et exigible qui serait détenue par Quintiles sur la Société. Chaque bon donne droit à acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 11,875 € prime d'émission comprise.	avril-12	Accord 21 Avril 2016 BSA caduques
"BSA-Ajustement"	La Société Quintiles a souscrit 1 bon de souscription d'actions. Ce bon de souscription ne pourra être exercé qu'une fois que la totalité des 1.145.196 bons de souscription d'actions aura été exercée et que ledit exercice n'aura pas permis à Quintiles d'atteindre 15% du capital pleinement dilué de la Société. Ce bon de souscription d'actions donne le droit à Quintiles de souscrire un nombre d'actions lui permettant d'atteindre 15% du capital pleinement dilué de la Société. La souscription aux actions se fera uniquement par compensation avec une créance liquide et exigible qui serait détenue par Quintiles sur la Société. Ce BSA donne droit à acquérir des actions nouvelles ordinaires de la Société au prix de 11,875 € prime d'émission comprise par action.	avril-12	Accord 21 Avril 2016 BSA caduque
"BSA-2013"	L'Assemblée Générale du 6 juin 2013 a décidé l'émission de 80.000 valeurs mobilières donnant accès au capital revêtant les caractéristiques de bons de souscription d'actions (BSA- 2013). Chaque BSA-2013 a été souscrit au prix de 0.80 euros. Les fonds relatifs à cette souscription ont été libérés sur le deuxième semestre 2013. Le prix unitaire d'exercice des BSA-2013 correspond à la moyenne des 40 jours de bourse qui précèdent l'Assemblée Générale du 6 juin 2013, soit 8.04 euros/actions. Ces BSA ont une durée de vie expirant le 31 décembre 2020.	juin-13	décembre-20
"BSA-2013"	L'exercice de la totalité des 117.508 BSA 2013 décidé par le Conseil d'Administration de décembre 2013 donnera lieu à une augmentation du capital social d'un montant de 6 K€ correspondant à l'émission de 117.508 actions nouvelles de la Société. Ces BSA sont exerçables à tout moment à compter de la réalisation de l'émission expirant le 31 décembre 2016.	décembre-13	décembre-16
"BSA-2014"	L'assemblée générale du 29 septembre 2014 a décidé que l'émission de 2.222.222 BSA donnera lieu à une augmentation de capital d'un montant maximum, de 56 K€ par l'émission de 1.111.111 actions ordinaires de la Société, d'une valeur nominale de 0.05 € chacune à raison de l'exercice de deux BSA pour une action nouvelle. Le prix d'exercice par action est de 9 € prime d'émission comprise.	septembre-14	septembre-21



3. RAPPORT SEMESTRIEL ACTIVITE

Les chiffres et les informations présentés sont désormais basés sur les comptes consolidés du Groupe, établis de manière volontaire et en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'union Européenne. Auparavant la société présentait les comptes semestriels de la société Française.

a. Les activités ordinaires au 1^{er} semestre 2016

NOTE 1 ACTIVITES DU GROUPE

Le chiffre d'affaires du Groupe lors du premier semestre 2016 s'élève à 2 910 K€, contre 1 436 K€ lors du premier semestre 2015, soit une augmentation de 103 %. Le chiffre d'affaires continue ainsi sa progression validant à nouveau les objectifs de la direction, grâce à la poursuite des contrats en cours signés au cours des exercices précédents avec les groupes pharmaceutiques et les sociétés de Biotechnologie dans le cadre d'essais cliniques. L'activité « essais cliniques » représente désormais plus de 98% de l'activité de la Société.

Dans le cadre de ces activités, Il est à noter la signature d'un nouvel accord de collaboration avec la première CRO (Contract Research Organization) mondiale pour une durée de 3 ans. Ce nouvel accord, signé le 3 Mai 2016 s'inscrit dans la continuité de l'accord précédent signé le 16 février 2012.

Ce renouvellement inclut une modification des modalités de rémunération de la CRO sur les affaires apportées à MEDIAN Technologies, plus adaptées au contexte et issues d'une collaboration qui dure depuis plus de quatre ans.

L'accord initial permettait à ce partenaire, en cas d'exercice des bons de souscription d'actions émis à son profit, et exerçables uniquement par compensation de créances, de détenir jusqu'à 15% du capital de MEDIAN Technologies. Par un acte en date du 3 Mai 2016, les deux parties ont décidé de mettre un terme à ce schéma : le partenaire n'ayant jamais exercé les bons de souscription d'actions susmentionnés, il a été décidé d'un commun accord de les annuler en totalité.

MEDIAN Technologies entend également poursuivre ses activités en :

- ✓ Développant un premier prototype de CBIR spécifiquement adapté à l'imagerie médicale utilisant des méthodes Big Data permettant l'extraction automatique à haut débit et l'indexation dans des bases de données de biomarqueurs extraits des images. Le projet a été rebaptisé iBiopsy™, acronyme de Imaging BIOmaker Phenotyping System) et a par ailleurs fait l'objet d'un partenariat stratégique avec Microsoft France, afin de bénéficier des capacités de traitement Big Data proposées par la plateforme Azure de Microsoft.
- ✓ Diversifiant son offre et en tablant sur une gamme de services innovants appelés « Screening/Monitoring » permettant de répondre au lancement de programmes nationaux de dépistage du Cancer du Poumon. Les discussions avancées se poursuivent sur l'année 2016 et devraient permettre de contractualiser les premiers partenariats internationaux sur ces projets dans les mois à venir.
- ✓ Diversifiant ses activités aujourd'hui centrées sur l'Oncologie vers d'autres aires thérapeutiques.

Aussi, compte tenu de l'ensemble de ces activités, le Groupe a entamé son redimensionnement stratégique, en structurant dès à présent, l'ensemble de ses lignes de services (Marketing, Commercial, Project Management, R&D, Administration générale, Services), en France et aux Etats-Unis.

Du fait de l'ensemble de ces projets, le Groupe compte donc au 30 juin 2016, 87 salariés contre 57 au 30 Juin 2015. Les charges de personnel s'élèvent à 3 810 K€ contre 2 632 K€ l'exercice précèdent.



Au final, le résultat opérationnel du 1er semestre 2016 s'établit à -3 634 K€ contre une perte de -2 553 K€ sur le 1er semestre 2015. Cette augmentation est la conséquence de la structuration entamée par la société, mais également de son déploiement vers les nouvelles activités.

Le résultat net du 1er semestre 2016 s'établit à -3 657 K€ contre -2 475 K€ pour le premier semestre 2015.

NOTE 2 LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Le carnet de commande intégrant attribution de projet et signatures de contrats s'élève à 21 M€ au 30 Juin 2016 contre 18 M€ au 30 Juin 2015 soit une augmentation de 14% sur la période. Le Groupe espère voir son chiffre d'affaires continuer à augmenter de façon significative dans les années à venir, en particulier dans le domaine des essais cliniques dont les groupes pharmaceutiques et les sociétés de Biotechnologie nous confient le volet imagerie.

MEDIAN Technologies entend par ailleurs poursuivre son développement aux Etats Unis et en Asie. Le premier semestre de 2016 a vu un renforcement significatif de la filiale Américaine MEDIAN Technologies Inc., dont les termes ont été décrits dans un communiqué de presse daté du 12 Mai 2016. Ce développement va se poursuivre.

L'extension du partenariat avec START, organisme qui conduit le plus grand programme mondial sur les essais cliniques de phase 1 en Oncologie (annonce du 28 Juin 2016) va permettre à MEDIAN de continuer à se positionner comme leader pour la fourniture de solutions et de services dans l'imagerie oncologique pour les essais cliniques.

En parallèle, l'extension des services d'imagerie pour les essais cliniques dans d'autres aires thérapeutiques que l'oncologie, va ouvrir un marché beaucoup plus large pour MEDIAN tout en répondant aux attentes des clients actuels de la société qui sont positionnés non exclusivement sur l'oncologie.

b. Les comptes consolidés (Normes IFRS)

Nous vous rappelons que, même si aucune obligation légale ne l'impose, suite aux engagements pris aux termes des « Subscription Agreements » conclus par la Société le 19 août 2014 et le 2 juillet 2015, la Société a préparé des comptes consolidés conformément aux normes IFRS. Ce sont désormais sur la base de ces comptes consolidés que le rapport financier semestriel est présenté.

c. Evènements significatifs intervenus depuis le 30 Juin 2016

NOTE 1 PROPOSITION DE RECTIFICATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE

En juillet 2016, la société a reçu une proposition de rectification de l'administration fiscale suite à une vérification de comptabilité portant sur les périodes 2013 et 2014 pour l'impôt sur les sociétés et sur une période prorogée jusqu'au 30 septembre 2015 en matière de taxes sur le chiffre d'affaires. Au 30 juin 2016, la Société a provisionné dans les comptes 20 K€ relatif à ce contrôle.

NOTE 2 ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

Le Conseil d'Administration du 22 juillet 2016 a décidé l'attribution de 325 045 actions gratuites (les AGA 2016) dont les périodes d'acquisition et de conservation seront aménagées comme suit :

- √ 162 523 actions gratuites (les « AGA 2016 A ») : la période d'acquisition sera d'une durée d'un an à compter de la date d'attribution des actions gratuites et la durée de conservation sera d'un an à compter du terme de la période d'acquisition.
- √ 162 522 actions gratuites (les « AGA 2016 B ») : la période d'acquisition sera d'une durée de deux ans à compter de la date d'attribution des actions gratuites et la durée de conservation sera d'un an à compter du terme de la période d'acquisition.



4. ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES RESUMES

Les chiffres et les informations présentés sont désormais basés sur les comptes consolidés du Groupe, établis de manière volontaire et en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'union Européenne. Auparavant le rapport financier était établit à partir des comptes semestriels de la société Française.

a. Etat de la situation financière consolidée

ACTIF (en millers d'euros)	tes	30/06/2016	31/12/2015
Immobilisations incorporelles	3	235	213
Immobilisations corporelles	4	328	255
Actifs financiers non courants		189	114
Total des actifs non courants	752	583	
Stocks		3	7
Créances clients et autres créances	5	2 019	1 454
Actifs financiers courants	6	72	91
Autres actifs courants	7	1 743	1 141
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	8	26 551	30 273
Total des actifs courants		30 388	32 966
TOTAL DES ACTIFS	31 140	33 549	

PASSIF (en millers d'euros) Notes	30/06/2016	31/12/2015
Capital 9	504	501
Primes liées au capital	31 899	31 379
Réserves consolidées	(5 649)	(34)
Ecart de Conversion	(51)	(76)
Résultat net	(3 657)	(5 527)
Total des Capitaux Propres	23 046	26 243
Dont part du Groupe	23 046	26 243
Dettes financières à long et moyen terme 11	-	314
Engagement envers le personnel 10	508	367
Passif d'impôts différés 12	391	440
Autres dettes non courantes 14	1 377	1 454
Total des Passifs non courants	2 276	2 575
Dettes financières à court terme	990	1 116
Dettes fournisseurs et autes dettes courantes 13	4 808	3 582
Provisions courantes	20	34
Total des Passifs courants	5 818	4 732
TOTAL DES PASSIFS	31 140	33 549



b. Etat du résultat net consolidé

Etat du résultat net consolidé (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2016 (6 mois)	30/06/2015 (6 mois)
Chiffre d'affaires	15	2 910	1 436
Autres produits de l'activité		10	-
Produits des activités ordinaires		2 920	1 436
Achats consommés		(48)	(18)
Charges externes	18	(2 560)	(1 268)
Taxes		(73)	(42)
Charges de personnel	16	(3 810)	(2 632)
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions		(63)	(31)
Autres charges d'exploitation		(2)	-
Autres produits d'exploitation		3	3
Résultat Opérationnel		(3 634)	(2 553)
Coût de l'endettement financier net		(17)	(12)
Autres charges financières		(85)	(52)
Autres produits financiers		65	150
Résultat Financier Net	19	(37)	86
Charges d'impôt sur le résultat	20	14	(8)
RESULTAT NET		(3 657)	(2 475)
Résultat net part du Groupe		(3 657)	(2 475)
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		-	_
RESULTAT NET PART DU GROUPE ET DILUE PAR ACTIONS EN EUROS	21	(0,36)	(0,30)

c. Etat résumé du résultat global consolidé (OCI)

ELEMENTS DU RESULTAT (en milliers d'euros) Note	30/06/2016 (6 mois)	30/06/2015 (6 mois)
RESULTAT NET	(3 657)	(2 475)
Activités à l'étranger - écart de conversion	25	(22)
Total des éléments recyclables	25	(22)
Pertes et gains actuariels sur les régimes à prestations définies	(107)	31
Impôts différés sur pertes et gains actuariels	36	(10)
Total des éléments non recyclables	(71)	21
RESULTAT GLOBAL	(3 703)	(2 476)



d. Etat de variation des capitaux propres consolidés

			Prime	es liées au ca	pital		Réserves c	onsolidées		2/		
Capitaux propres du Groupe (en milliers d'euros)		capital	Prime d'émission	BSA	Total primes liées au capital	Réserve d'actions propres	Réserves consolidées	Autres éléments du résultat global	Total réserves consolidés	Réserves de conversion - Autres éléments du résultat global	Résultat consolidé	Total
01/01/2015		413	47 550	80	47 630	(154)	(31 329)	(56)	(31 539)	13	(4 480)	12 037
Affectation du résultat N-1 Augmentation de capital Attribution de BSA		88	19 391		19 391		(4 480)		(4 480)		4 480	- 19 479
Authoutor de BSA Variation des écarts de conversion Variation des écarts actuariels nets des impôts différés Résultat de la période N Palements en actions							299	11	- 11 - 299	(88)	(5 527)	(88) 11 (5 527) 299
Actions propres acquises et vendues Imputation des pertes antérieures sur la prime d'émission			(35 642)		(35 642)	32	1		32 35 642			32
31/12/2015		501	31 299	80	31 379	(122)	133	(45)	(34)	(76)	(5 527)	26 243
Affectation du résultat N-1 Augmentation de capital Attribution de BSA	9	3	520		520		(5 527)		(5 527)		5 527	- 524
Attribution de BSA Variation des écarts de conversion Variation des écarts actuariels nets des impôts différés Résultat de la période N Palements en actions Actions propres acquises et vendues						(18)	2	(71)	(71) - 2 (18)	25	(3 657)	25 (71) (3 657) 2 (18)
30/06/2016		504	31 819	80	31 899	(141)	(5 392)	(116)	(5 649)	(51)	(3 657)	23 046



e. Tableau des flux de trésorerie consolidé

FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros) Notes	30/06/2016 (6 mois)	31/12/2015 (12 mois)	30/06/2015 (6 mois)
RESULTAT NET	(3 657)	(5 527)	(2 475)
Dotations nettes aux Amortissements et provisions	65	96	38
Plus et moins values de cession	-	-	-
Coût de l'endettement financier net	9	15	13
Charges d'impôts de la période, y compris impôts différés	(14)	1	8
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	(3 596)	(5 415)	(2 416)
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	157	1 651	2
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(3 439)	(3 764)	(2 415)
Décaissement sur acquisitions d'immobilisations incorporelles	(47)	(224)	(58)
Décaissement sur acquisitions d'immobilisations corporelles	(257)	(89)	(59)
Encaissement sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1	1	-
Décaissement sur acquisitions d'immobilisations financières	(74)	(122)	(9)
Encaissement sur cessions d'immobilisations financières	18	-	3
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(358)	(433)	(122)
Augmentation de capital ou apports	524	19 479	25
Apports en comptes courants	-	-	-
Remboursement d'emprunts	(449)	(726)	(486)
Flux net de trésorerie lié au financement	75	18 753	(461)
VARIATION DE LA TRESORERIE	(3 723)	14 556	(2 998)
Trésorerie à l'ouverture	30 273	15 718	15 718
Trésorerie à la clôture	26 551	30 273	12 720



f. Notes annexes aux états financiers établis selon les normes IFRS

NOTE 1 PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET DES EVENEMENTS MAJEURS

1 - L'INFORMATION RELATIVE A LA SOCIETE ET A SON ACTIVITE

MEDIAN Technologies (« la Société ») est une société anonyme à conseil d'administration créée en 2002 et domiciliée en France. Le siège social de la Société est sis Les Deux Arcs - 1800 route des Crêtes – 06560 Valbonne.

Les principaux domaines d'activité de la Société et de sa filiale (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») sont l'édition de logiciels et la fourniture de services dans le domaine de l'imagerie médicale en oncologie.

Le Groupe développe et commercialise des solutions logicielles et propose des services optimisant l'exploitation des images médicales pour le diagnostic et le suivi des patients atteints de cancers.

La Société est cotée sur le marché d'ALTERNEXT à Paris depuis 2011.

2 - FAITS MAJEURS SUR LE PREMIER SEMESTRE 2016

Au cours du 1er trimestre 2016, la société a constaté l'émission de 31 841 actions nouvelles, suite à l'exercice de 31 841 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 8,05 € par action dont 0,05 € de nominal et 8,00 € de prime d'émission soit un total de 256 320,05 € dont 1 592,05 € de Capital et 254 728,00 € de prime d'émission. Le Conseil d'Administration du 7 avril 2016 a constaté la réalisation de l'augmentation de capital d'un montant de 1 627,05 € par émission de 32 541 actions nouvelles, dont 700 actions ont été émises le 14 décembre 2015. Ces 32 541 actions ont été émises suite à l'exercice de 32 541 BSPCE.

Au cours du 2ème trimestre 2016, la société a émis 29 776 actions nouvelles, suite à l'exercice de 29 776 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 8,05 € par action dont 0,05 € de nominal et 8,00 € de prime d'émission soit un total de 239 696,80 € dont 1 488,80 € de capital et 238 208,00 € de prime d'émission. Le Conseil d'Administration du 22 juillet 2016 a constaté la réalisation de l'augmentation de capital.

En juin 2016, la Société a émis 6 600 actions nouvelles de catégorie E, suite à l'exercice de 33 000 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 4,20 € par action dont 0,05 € de nominal et 4,15 € de prime d'émission soit un total de 27 720,00 € dont 330,00 € de Capital et 27 390,00 € de prime d'émission. Le Conseil d'Administration du 22 juillet 2016 a constaté la réalisation de l'augmentation de capital.

En mai 2016, la Société a signé deux nouveaux accords avec la société Quintiles :

- ✓ Le premier accord, rend caduque l'accord de février 2012 relatif à l'émission des BSA 2012 ainsi que du BSA d'ajustement. Cet accord prévoit également, le renoncement par la société Quintiles à son droit d'être payé des commissions dues par la Société depuis le 16 février 2012 et ce jusqu'au 31 décembre 2015.
- ✓ Le second accord, signé pour une durée de 3 ans, s'inscrit dans la continuité de l'accord précédent du 16 février 2012. Ce renouvellement inclut une modification des modalités de rémunération des affaires apportées par la société Quintiles, plus adaptées au contexte et issues d'une collaboration qui dure depuis plus de 4 ans.

En mai 2016, la société a reçu de l'URSSAF un avis de contrôle portant sur les périodes de 2013 à 2015.



NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION, OPTIONS IFRS RETENUES

1 – PRINCIPES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES RESUMES

Les comptes consolidés du Groupe sont établis, de manière volontaire, en conformité avec le référentiel "IFRS" (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne, qui est disponible sur le site Internet de la Commission Européenne :

(http://ec.europa.eu/internal market/accounting/ias/index fr.htm)

Ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Ils ne comprennent pas toutes les informations nécessaires à un jeu complet d'états financiers selon les IFRS. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

L'euro a été retenu comme monnaie de présentation du Groupe.

Sauf indication contraire, les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en milliers d'euros, toutes les valeurs étant arrondies aux milliers le plus proche.

L'activité du Groupe par sa nature n'est pas soumise à un caractère saisonnier.

Ces états financiers consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 6 octobre 2016.

2 - PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables appliquées dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le Groupe dans les états financiers consolidés en "IFRS" de l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables au Groupe pour la première fois au 1er janvier 2016 :

Principales normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er janvier 2016

- ✓ Amendements à IAS 1 Initiative informations à fournir ;
- ✓ Amendements à IAS 16 et IAS 38 Clarifications sur les modes d'amortissements acceptables ;
- ✓ Amendements à IAS 19 Cotisations des membres du personnel ;
- ✓ Améliorations annuelles 2010-2012;
- ✓ Améliorations annuelles 2012-2014.

Ces interprétations n'ont pas d'incidences significatives sur les états financiers intermédiaires résumés au 30 juin 2016.



<u>Principales normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB applicables par anticipation au 1er janvier 2016 au sein de l'Union Européenne</u>

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes, amendements et interprétations dans les états financiers consolidés au 30 juin 2016 et estime qu'ils ne devraient pas avoir un impact significatif sur ses résultats et sa situation financière.

- ✓ Amendements à IAS 7 Initiatives concernant les informations à fournir ;
- Amendements à IAS 12 Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de perte non réalisées.

<u>Principales normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB non encore applicable au 1^{er} janvier 2016 au sein de l'Union Européenne</u>

En 2016, les principales normes publiées non encore applicables de façon obligatoire et non encore approuvées par l'Union Européenne sont :

- ✓ IFRS 9 Instruments financiers;
- ✓ IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ;
- ✓ IFRS 16 Contrats de location;
- ✓ Amendements à IFRS 15 Clarifications ;
- ✓ Amendements à IFRS 2 Classement et évaluation des transactions à base d'actions.

L'impact sur les états financiers consolidés de ces normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptée par l'Union Européenne est en cours d'évaluation par la Direction.

3 - UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers intermédiaires, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été effectués par le Groupe ; ils ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers intermédiaires et les montants présentés au titre des produits et des charges.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015. Les comptes consolidés regroupent les comptes de la Société et de sa filiale, dans laquelle la Société exerce directement un contrôle exclusif.

4 - PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Il n'y a eu aucun mouvement significatif de périmètre au cours du premier semestre 2016.



NOTE 3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations et Amort.	Net	Valeur brute	Dépréciations et Amort.	Net	
	30/06/2016			31/12/2015			
Brevets, licences, marques	884	(780)	104	854	(749)	105	
Autres immobilisations incorporelles	131	-	131	113	(5)	108	
Total	1 015	(780)	235	967	(754)	213	

Les immobilisations incorporelles se composent principalement de licences de logiciels acquis. Les variations des soldes sur la période s'analysent de la façon suivante :

Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations et Amort.	Net	Valeur brute	Dépréciations et Amort.	Net
		30/06/2016			31/12/2015	
Solde à l'ouverture	967	(754)	213	743	(730)	13
Acquisitions	47	-	47	224	-	224
Cessions, mises au rebut	-	-	-	-	-	-
Variation des dépréciations et amortissements	-	(26)	(26)	-	(23)	(23)
Effets des variations de change	-	-	-	1	(1)	(0)
Solde à la clôture	1 015	(780)	235	967	(754)	213

NOTE 4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations et Amort.	Net	Valeur brute	Dépréciations et Amort.	Net
		30/06/2016			31/12/2015	
Constructions, Agencements	94	(46)	48	79	(42)	38
Autres immobilisations corporelles	811	(531)	280	703	(485)	218
Total	905	(577)	328	783	(527)	255

Les variations des soldes sur la période s'analysent de la façon suivante :

Immobilisations corporelles (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations et Amort.	Net	Valeur brute	Dépréciations et Amort.	Net
		30/06/2016			31/12/2015	_
Solde à l'ouverture	783	(527)	255	560	(465)	94
Acquisitions	125	-	125	221	-	221
Cessions, mises au rebut	(1)	(1)	(2)	(3)	2	(1)
Variation des dépréciations et amortissements	-	(50)	(50)	-	(60)	(60)
Effets des variations de change	(1)	-	(1)	4	(4)	0
Solde à la clôture	905	(577)	328	783	(527)	255

Les acquisitions d'immobilisations corporelles sur le 1er semestre 2016 concernent essentiellement l'agencement d'une salle pour serveur informatique et l'acquisition d'un nouveau serveur informatique pour un montant total de 79 K€.



NOTE 5 CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES

Les créances clients et autres créances s'analysent comme suit :

Créances clients et autres créances (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Clients	1 196	1 079	117
Autres créances	822	375	447
Total	2 019	1 454	564

La juste valeur des créances clients et autres créances est équivalente à la valeur comptable, compte tenu de leur échéance inférieure à un an.

Le solde des créances clients au 30 juin 2016, reste relativement stable par rapport au solde des créances clients au 31 décembre 2015.

Aucun risque de non-paiement de ces créances clients n'a été identifié au 30 juin 2016. Il n'existe pas de provision pour dépréciation des créances clients.

Les autres créances au 30 juin 2016 correspondent principalement à de la taxe sur la valeur ajoutée déductible.

L'échéancier des créances clients au 30 juin 2016 se présente ainsi :

Créances clients et autres créances	Total	Non échues	1 à 30	30 à 60	60 à 90	+ de 90	
(En milliers d'euros)	10tai			jours	jours	jours	jours
30/06/2016	1 196	896	266	14	9	10	

L'échéancier des créances clients au 31 décembre 2015 se présente ainsi :

Créances clients et autres créances (En milliers d'euros)	Total	Non échues	1 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	+ de 90 jours
31/12/2015	1 079	979	40	11	10	39

NOTE 6 ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Les actifs financiers courants s'analysent comme suit :

Actifs financiers courants (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Espèces mobilisées dans le cadre du contrat de liquidité	72	91	(19)
Total	72	91	(19)

Le Groupe a mis en place un contrat de liquidité lors de son introduction en bourse pour un montant maximum de 250 K€. Ce contrat permet la régulation du cours de bourse. Ces espèces mobilisées sont immédiatement disponibles en cas de résiliation du contrat du prestataire. Ces espèces ont une échéance à 1 an au plus.



NOTE 7 AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

Autres actifs courants (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Crédit d'impôt recherche	1 282	859	423
Crédit d'impôt export	40	-	40
Charges constatées d'avances	404	265	139
Divers	18	17	1
Total	1 743	1 141	602

La créance de crédit d'impôt recherche au 30 juin 2016 correspond :

- ✓ Au produit de crédit d'impôt recherche comptabilisé au 30 juin 2016 sur les dépenses du premier semestre 2016 pour un montant de 423 K€.
- ✓ Au produit de crédit d'impôt recherche sur les dépenses de l'exercice 2015 pour un montant de 859 K€. La Société a reçu le versement de cette créance, par le Trésor Public, sur le second semestre 2016.

La Société bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis sa création et cette créance fait l'objet d'un remboursement sur la période subséquente par l'administration fiscale.

NOTE 8 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture se décomposent comme suit :

Trésorerie et équivalents (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Disponibilités	26 551	30 273	(3 722)
Total	26 551	30 273	(3 722)

La répartition du solde en devise est la suivante :

Trésorerie et équivalents (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Euros	26 000	29 775	(3 775)
USD	551	498	53
Total	26 551	30 273	(3 722)



NOTE 9 CAPITAUX PROPRES

1 - CAPITAL ET PRIMES D'EMISSION

Au 30 juin 2016, le capital de la Société est composé de 10 084 334 actions réparties entre :

- ✓ 10 067 313 actions ordinaires de 0,05 € de valeur nominale ;
- ✓ 17 020 actions de préférence de catégorie E de 0,05 € de valeur nominale ;
- ✓ 1 action de préférence de catégorie B de 0,05 € de valeur nominale.

L'action de préférence de catégorie B est réservée à un actionnaire investisseur industriel et donne le droit à ce dernier d'être représenté à tout moment par un administrateur au sein du conseil d'administration de la Société. Elle est automatiquement convertie en une action ordinaire si certaines clauses statutaires sont remplies.

Les actions de préférence de catégorie E sont des actions sans droit de vote mais bénéficient des mêmes droits financiers que les actions ordinaires.

Les changements intervenus au cours de l'exercice 2015 et sur le premier semestre 2016 sont les suivants :

Capitaux propres (En milliers d'euros)	Valeur en capital	Prime d'émission	Total	Nombre d'actions
Position au 01 Janvier 2015	413	47 550	47 963	8 261 092
Exercice BSPCE du 2nd trimestre 2015	0	25	25	6 000
Position au 30 Juin 2015	413	47 575	47 988	8 267 092
Augmentation de capital en numéraire	83	19 718	19 800	1 650 000
Imputation des frais d'augmentation de capital	-	(1 195)	(1 195)	-
Exercice BSA Juillet 2015	3	497	500	55 555
Exercice BSPCE du 3ème trimestre 2015	1	81	82	10 183
Apurement du report à nouveau négatif	-	(35 642)	(35 642)	-
Exercice BSPCE Jusqu'au 10 décembre 2015	2	259	261	32 587
Exercice BSPCE le 14 décembre 2015	0	6	6	700
Position au 31 décembre 2015	501	31 299	31 800	10 016 117
Exercice BSPCE du 1er trimestre 2016	2	255	256	31 841
Exercice BSPCE du 2nd trimestre 2016	1	238	240	29 776
Exercice BSPCE du 2nd trimestre 2016	0	27	28	6 600
Position au 30 Juin 2016	504	31 819	32 324	10 084 334

Les mouvements de l'exercice 2015 et 2016 sont décrits dans le chapitre « 2.c Historique des levées de fonds depuis l'introduction en Bourse ».

2 - ACTIONS PROPRES

Dans le cadre du contrat de liquidité mis en place suite à l'introduction en bourse, la société détient des actions d'autocontrôle et réalise des plus ou moins-values sur la cession et le rachat de ces actions.

Ces actions, ainsi que l'effet de la plus et moins-value réalisée sur la cession et le rachat de ces actions propres, sont portées en diminution de réserves consolidées.

Au 31 décembre 2015, l'impact de l'annulation de 17 303 actions propres, en diminution des réserves consolidées s'élève à un montant de 122 K€. Le montant imputé en réserve d'actions propres tient compte de la valeur des actions ainsi que des gains ou pertes réalisés sur les mouvements de ces actions propres.



Au 30 juin 2016, l'impact de l'annulation de 18 833 actions propres, en diminution des réserves consolidés, s'élève à un montant total de 141 K€. Le montant imputé en réserve d'actions propres tient compte de la valeur des actions propres ainsi que des gains ou pertes réalisés sur le mouvement de ces actions propres.

Ces actions propres n'ont pas vocation à être attribuées aux salariés dans le cadre de plan d'attribution d'actions gratuites et n'ont que pour objet la régulation du cours de bourse dans le cadre du contrat de liquidité.

Au 30 juin 2016, la société ne détient pas d'autres actions propres non annulées.

3 - OPTIONS DE SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS

Utilisant l'autorisation conférée par plusieurs assemblées générales, le conseil d'administration a émis les plans d'options décrits dans le chapitre « 2.e Historique des plans d'options de souscriptions d'actions ».

L'incidence sur l'état du résultat global des paiements fondés sur des actions est présentée en Note 17.

Les instruments financiers concernés par le paiement fondé sur des actions sont les plans de stock-options et les BSA attribués le 5 avril 2012.

Les BSA du 5 avril 2012 ont été attribués à titre gratuit à un prestataire de service (Quintiles) et les caractéristiques de ces BSA sont les suivantes :

- √ 1.145.196 bons de souscription d'actions, chaque bon donnant droit à souscrire une action ordinaire de la Société au prix de 11,875 € prime d'émission comprise. La souscription aux actions se fera uniquement par compensation avec une créance liquide et exigible qui serait détenue par Quintiles sur la Société.
- ✓ 1 bon de souscription d'actions donnant le droit à Quintiles de souscrire un nombre d'actions lui permettant d'atteindre 15% du capital pleinement dilué de la Société, ce au prix de 11,875 € prime d'émission comprise par action. Ce bon de souscription ne pourra être exercé qu'une fois que la totalité des 1.145.196 bons de souscription d'actions mentionnés plus haut aura été exercée et que ledit exercice n'aura pas permis à Quintiles d'atteindre 15% du capital pleinement dilué de la Société. La souscription aux actions se fera uniquement par compensation avec une créance liquide et exigible qui serait détenue par Quintiles sur la Société.

En date du 21 avril 2016, un accord a été signé entre MEDIAN Technologies et Quintiles, avec effet rétroactif au 1er janvier 2016, comme indiqué dans le 5ème et 6ème paragraphe de la Note 1.2 :

Cet accord rend caduques les BSA 2012 et le BSA ajustement.

Conformément à la norme IFRS 2, le montant cumulé, au 31 décembre 2015 de la charge IFRS 2 Quintiles, soit 452 357 €, a été maintenu en capitaux propres.



NOTE 10 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

1 – RETRAITES A PRESTATIONS DEFINIES

Les engagements envers le personnel sont exclusivement composés des avantages postérieurs à l'emploi. En France, la Société cotise au régime national de retraite et ses engagements auprès des salariés en termes de retraite se limitent à une indemnité forfaitaire basée sur l'ancienneté et versée dès lors que le salarié atteint l'âge de la retraite. Cette indemnité de départ à la retraite est déterminée pour chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son dernier salaire prévu. Cette obligation au titre du régime à prestations définies est provisionnée.

La Société n'a pas d'actif de couverture des régimes à prestations définies. Les montants constatés au bilan au titre des engagements à prestations définies sont les suivants :

Engagements de retraite (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Provisions pour engagement envers le personnel	508	367	141
Total	508	367	141

a) Variations des engagements provisionnés au bilan

Les variations de ces engagements peuvent s'analyser comme suit :

Engagements de retraite (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Provision à l'ouverture	367	334
Cout des services	27	44
Coût d'interêts	7	6
Charges de l'exercice	34	50
Prestations versées	-	-
Ecarts actuariels (gains) / pertes	107	(17)
Provision à la clôture	508	367

b) Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Indémnités de fin de carrière (Hypothèses)	30/06/2016	31/12/2015
Taux d'actualisation	1,05%	2,03%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Taux de revalorisation salariale	0,50%	2,50%
Taux de charges sociales	46%	46%
Table de mortalité	INSEE T68-FM	INSEE T68-FM
Table de mortante	2008-2010	2004-2006
Agos do dóport oprotroito	Compris entre 62	Compris entre 62
Ages de départ en retraite	et 67 ans	et 67 ans
Mada da dánart an ratraita	Départ	Départ
Mode de départ en retraite	volontaire	volontaire



Une analyse de sensibilité a été effectuée sur ce régime et sur l'hypothèse clé du taux d'actualisation. Une variation de ce taux appliquée à l'exercice considéré sur ce régime aurait, sur l'engagement brut du Groupe au titre du régime de retraite à prestations définies, l'impact suivant :

Sensibilité au taux d'actualisation (En milliers d'euros)	Total
Dette actuarielle à 0,80% au 30 juin 2016	536
Dette actuarielle à 1,05% au 30 juin 2016	508
Dette actuarielle à 1,30% au 30 juin 2016	481
Durée estimée (années)	22

2 - RETRAITES A COTISATIONS DEFINIES

Aux Etats-Unis, la filiale MEDIAN Inc. contribue à un régime à cotisations définies qui limite son engagement aux cotisations versées. Le montant des charges constatées au titre du premier semestre 2016 est non significatif.

NOTE 11 DETTES FINANCIERES LONG ET COURT TERME

Au 30 Juin 2016, les dettes financières long et court terme se décomposent ainsi :

Dettes financières long terme (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Dette financière à long terme	-	314	(314)
Dette financière à court terme	990	1 116	(126)
Total	990	1 430	(440)

Les dettes financières long et court terme sont composées principalement des éléments suivants :

Dettes financières long terme (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Avances OSEO	-	100	(100)
Prêt participatif	-	-	-
Avances COFACE	-	214	(214)
Total	-	314	(314)

Dettes financières court terme (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Avances OSEO	756	756	-
Prêt participatif	20	58	(38)
Avances COFACE	214	302	(88)
Total	990	1 116	(126)



a) Avances OSEO:

Dans le cadre de sa participation au projet d'Innovation, le Groupe MEDIAN a bénéficié de trois avances remboursables accordées par OSEO en 2009, d'un montant maximum de 2 875 K€. Le solde de ces avances au 30 juin 2016 s'élève à 756 K€.

Les remboursements sont effectués en fonction d'échéanciers prévus lors de la signature des contrats d'avances pour les projets LESIO I et LESIO II.

Cette avance est consentie à un taux gratuit.

En application de l'exemption prévue par la norme IFRS 1 – « première adoption des IFRS » (la date de transition aux IFRS étant le 1er janvier 2013), ces avances n'ont pas été subdivisées en une partie « subvention » pour la partie correspondante à la rémunération de l'avance obtenue à titre gratuit et une partie « dette financière ».

La partie à moins d'un an de ces avances a été classée en passif financier courant et s'élève au 30 juin 2016 à 756 K€.

Le Groupe a remboursé la somme de 100 K€ au cours du premier semestre 2016. Il n'a pas reçu d'autres subventions.

b) Prêt participatif:

Un prêt participatif de 350 K€ a été souscrit le 9 août 2011 auprès de SOFIRED.

Il présente les caractéristiques suivantes :

- ✓ Le prêt est consenti pour une durée de 5 ans à compter du 11/08/2011 ;
- ✓ La somme prêtée porte intérêt au taux de 5% calculé sur le capital restant dû ;
- ✓ Le prêt est assorti d'une rémunération indexée sur le résultat de l'entreprise. Elle n'intervient qu'à partir de la 4ème année du prêt et jusqu'au dernier remboursement. Elle n'est effective que dans la mesure où il a été décidé de distribuer des bénéfices au titre de l'exercice.

Au 30 juin 2016, le capital restant dû est de 20 K€ et a été classée en passif courant. Le Groupe a remboursé la somme de 39 K€ au cours du premier semestre 2016.

c) Avance COFACE:

L'avance COFACE correspond à une avance sur indemnité consentie par la Coface au titre d'un contrat d'assurance prospection signé en mars 2009. Les remboursements s'effectuent, à l'issue de chacune des six années d'amortissement à compter du 01/10/2010, à raison de 14% du chiffre d'affaires export réalisé durant chacune de ces six années dans la zone couverte par le contrat (désormais « tous pays export »).

En application de l'exemption prévue par la norme IFRS 1 – « première adoption des IFRS », cette avance n'a pas été subdivisée en une partie « subvention » pour la partie correspondante à la rémunération de l'avance obtenue à titre gratuit et une partie « dette financière ».

La partie à moins d'un an au 30 juin 2016 s'élève à 214 K€, la partie à plus d'un an au 30 juin 2016 s'élève à 0 K€.

Le Groupe a remboursé la somme de 301 K€ au cours du premier semestre 2016.



NOTE 12 PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES

Le passif net d'impôts différés s'analyse comme suit :

Origine des impôts différés (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Charges temporaires non déductibles	-	-	-
Déficits fiscaux reportables (2)	893	896	(3)
Retraitements de consolidation :			
- Retraites et pensions	169	122	47
- Provision intragroupe (1)	(1 453)	(1 458)	5
- Autres	-	-	-
Total (3)	(391)	(440)	49

- (1) Un impôt différé passif a été constaté sur la provision comptabilisée dans les comptes sociaux de la Société et qui concerne les avances consenties par la Société à sa filiale. La provision sur ces avances a été déduite fiscalement dans les comptes sociaux. Ces avances s'élèvent à 4 360 K€ au 30 juin 2016 (4 374 K€ au 31 décembre 2015).
- (2) Au 30 juin 2016, un impôt différé actif sur déficits reportables de 893 K€ (896 K€ au 31 décembre 2015 et 893 K€ au 30 juin 2015) a été constaté sur les impôts différés passifs en tenant compte toutefois de la législation fiscale française qui plafonne l'imputation des déficits reportables à 50% du bénéfice imposable de l'exercice, cette limitation étant applicable à la fraction des bénéfices qui excède 1 million d'euros. Le Groupe n'a pas activé l'intégralité des déficits fiscaux indéfiniment reportables en France. Le solde de ces déficits fiscaux non activés s'élève au 30 juin 2016 à un montant de 51 252 K€ (51 245 K€ au 31 décembre 2015).
- (3) Les actifs et passifs d'impôts différés étant constatés sur la Société uniquement, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés.

Les variations d'impôts différés sont composées de la manière suivante :

Impôts différés passifs - net (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Position à l'ouverture	(440)	(437)
Produit d'impôt différé au compte de résultat	14	3
Charge d'impôt différé dans les autres éléments du résultat global	36	-6
Position à la clôture	(391)	(440)

Les impôts différés sur le résultat et sur les autres éléments du résultat global (OCI) sont ainsi composés :

Impôts différés		30/06/2016		31/12/2015
(En milliers d'euros)	Résultat net	OCI	Résultat net	OCI
Charges temporaires non déductibles	-	-	-	-
Déficits fiscaux reportables (2)	(2)	-	12	-
Retraitements de consolidation :				
- Retraites et pensions	11	36	16	(6)
- Provision intragroupe (1)	5	-	(24)	-
- Autres	-	-	(1)	-
Total	14	36	3	(6)



NOTE 13 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES COURANTES

La répartition par nature est la suivante :

Dettes fournisseurs et autres dettes courantes (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Dettes fournisseurs (1)	1 111	841	270
Dettes fournisseurs d'immobilisations	-	132	(132)
Dettes fiscales	153	24	129
Dettes sociales (2)	1 160	1 243	(83)
Produits constatés d'avance	85	91	(6)
Avances reçues des clients à moins d'un an (3)	2 299	1 175	1 124
Autres dettes	-	76	(76)
Total	4 808	3 582	1 226

L'intégralité des dettes fournisseurs et les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

- (1) L'augmentation des dettes fournisseurs au 30 juin 2016, par rapport au solde des dettes fournisseurs au 31 décembre 2015, s'explique principalement par l'augmentation du volume d'activité sur le premier semestre 2016.
- (2) Les dettes sociales concernent les salaires, charges sociales et provisions pour congés payés.
- (3) Les avances reçues des clients à moins d'un an correspondent aux acomptes versés à la signature des contrats « Essais cliniques » (« initial paiement »). Le fonctionnement de ces avances reçues est décrit dans la Note 14 ci-dessous. L'augmentation du solde de ces avances au 30 juin 2016, par rapport au solde au 31 décembre 2015, s'explique principalement par l'augmentation du carnet de commande et des contrats signés par le Groupe sur le premier semestre 2016.

NOTE 14 AUTRES DETTES NON COURANTES

Au 30 juin 2016, les autres dettes non courantes se décomposent ainsi :

Autres dettes non courantes (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Avances reçues des clients à plus d'un an	1 377	1 454	(77)
Total	1 377	1 454	(77)

Les autres dettes non courantes correspondent aux avances reçues des clients en début de contrat pour l'activité « Essais cliniques ». Ces avances s'imputent sur la facturation client au même rythme que l'avancement des prestations effectuées et reconnues en chiffre d'affaires. Elles sont remboursables en cas d'arrêt de l'essai clinique.

Le montant de ces avances non apuré au 30 juin 2016 s'élève à 3 676 K€, la part à moins d'un an de ces avances est classée dans la rubrique « Dettes fournisseurs et autres dettes courants » et s'élève à 2 299 K€ (Cf ci-dessus la <u>Note 13</u>). Avant le 31 décembre 2015, ces avances étaient comptabilisées en chiffre d'affaires et présentées en fin d'exercice en produits constatés d'avance selon le degré d'avancement du contrat.



NOTE 15 CHIFFRE D'AFFAIRES

1 – CHIFFRES D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE ET PAR NATURE DE PRODUITS

Chiffre d'affaires	3	30/06/2016		30/06/2015			Variation
(En milliers d'euros)	France	Export	Total	France	Export	Total	variation
Prestations de Services	148	2 748	2 896	155	1 275	1 430	1 466
Ventes de Licences	-	-	-	1	-	1	(1)
Ventes de Marchandises	-	14	14	5	-	5	9
Total	148	2 762	2 910	161	1 275	1 436	1 474

Les zones géographiques sont réparties par destination.

Chiffre d'affaires par zone géographique (En milliers d'euros)	30/06/2016
France	148
USA/Canada	1 036
UE	1 580
Autres exportations	147
Total	2 910

A ce jour, aucun laboratoire ne représente à lui seul une part du chiffre d'affaires significative et récurrente.

Le chiffre d'affaires de la Société s'élève au 30 Juin 2016 à 2 910 K€, contre 1 436 K€ la période précédente, soit une évolution du chiffre d'affaires de 102,64%. La Société poursuit ses efforts de développement et principalement la commercialisation de ses solutions et services à des groupes pharmaceutiques dans le cadre d'essais cliniques. Cette activité représente désormais le cœur de métier de MEDIAN Technologies. La société travaille également dans le cadre de la «routine clinique», en fournissant ses solutions logiciels à des institutions telles que hôpitaux, centres anti-cancer et cliniques.

NOTE 16 CHARGES DU PERSONNEL

Le détail des charges du personnel s'analyse comme suit :

Charges de personnel (En milliers d'euros)	Notes	30/06/2016	30/06/2015	Variation
Salaires		3 081	2 229	852
Charges sociales		1 123	879	244
Crédit Impôt recherche		(423)	(504)	81
Paiements en actions	17	2	7	(5)
Avantage envers le personnel	10	27	22	5
Total		3 810	2 632	1 177
Effectif moyen		76	49	27

Le crédit d'impôt recherche correspond à une subvention octroyée par l'état en fonction des charges engagées dans le cadre d'effort de recherches et de développement. Les charges engagées par le Groupe dans ce domaine et éligibles au crédit d'impôt recherche correspondent essentiellement à des charges du personnel, ce qui explique l'imputation du crédit d'impôt recherche sur les charges du personnel.

Les dépenses de Recherche & Développement éligibles au crédit d'impôt recherche s'établissent à 1 431 K€ sur le premier semestre 2016, contre 1 364 K€ sur le premier semestre 2015.



NOTE 17 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Au 30 juin 2016, les accords de paiements fondés sur des actions au sein du Groupe et toujours en cours sont les suivants :

- √ les programmes de stock-options ;
- ✓ les BSPCE.

Ces accords sont tous réglés en instruments de capitaux propres du Groupe.

Les BSPCE étant attribuées bien avant la date de transition aux IFRS (1er janvier 2013), l'attribution de ces derniers n'a pas eu d'impact sur les résultats 2015 et 2016.

Suite à l'annulation du plan de paiement fondé par des actions avec les fournisseurs Quintiles, comme indiqué en Note 9.3, l'impact de la charge sur le premier semestre 2016 est nul.

La charge résiduelle correspond principalement aux programmes de Stock-options comme décrit dans la <u>Note 17.1</u> ci-dessous.

1 - PROGRAMME DE STOCK-OPTIONS

Au 1er avril 2011 et au 5 avril 2012, le Groupe a mis en place des programmes d'options sur actions qui donnent droit aux principaux dirigeants et salariés de l'entreprise d'acquérir des actions de la Société. Ces deux assemblées générales ont délégué au conseil d'administration la possibilité d'attribuer aux dirigeants et salariés du Groupe MEDIAN un nombre maximum de 300 000 options. Les principales caractéristiques et conditions relatives aux attributions dans le cadre de ces programmes sont les suivantes :

N° de plan	Date d'attribution	Personnel concerné	Nombre d'options	Conditions d'acquisition des droits	Vie contractuelle des options
Plan n° 1	15/12/2011	Cadre supérieur	60 000	3 années de service	7 ans
Plan n° 2	05/07/2012	salarié	15 000	3 années de service	7 ans
Plan n° 3	05/02/2012	salarié	22 970	4 années de service	7 ans
Plan n° 4	03/10/2013	Cadre supérieur	10 000	4 années de service	7 ans
Total des optio	ns		107 970		

Ainsi la charge reconnue au titre du premier semestre 2016 au titre des stock-options s'élève à 2 K€ et celle reconnue sur le premier semestre 2015 est de 6 K€.

Les mouvements d'instruments intervenus sur le premier semestre 2016 sont présentés en Note 9.3.



NOTE 18 CHARGES EXTERNES

Les charges externes s'analysent comme suit :

Charges Externes (En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation
Sous-traitance	624	266	358
Locations et Charges locatives	264	109	155
Entretien et réparation	49	32	17
Primes d'assurances	31	11	20
Services extérieurs divers	279	75	204
Personnel extérieur	-	10	(10)
Intermédiaires et honoraires	760	401	359
Publicité	97	55	42
Transport	33	24	9
Déplacement, missions et réceptions	292	204	88
Frais postaux et télécommunications	44	28	16
Services bancaires	21	11	10
Autres services - divers	14	3	11
Autres charges d'exploitation	53	39	14
Total	2 560	1 268	1 293

Les charges externes s'élèvent au 30 juin 2016 à 2 560 K€ contre 1 268 K€ au 30 juin 2015.

Cette variation de charges de 1 292 K€ s'explique essentiellement par :

- ✓ l'augmentation du recours à la sous-traitance de 358 K€ sur les projets pharmaceutiques principalement en lien avec le développement de l'activité ;
- ✓ l'augmentation des coûts de locations pour 155 K€ sur la période et qui sont relatifs à l'extension fin 2015 des bureaux sis à Valbonne, mais également à l'implantation de nouveaux bureaux aux Etats-Unis, à Woburn pour le développement de la filiale et de nos activités US;
- ✓ l'augmentation des honoraires pour un montant de 359 K€ qui sont principalement dus aux recrutements intervenus sur la période, ainsi qu'aux différents services juridiques, fiscaux, comptables et sociaux utilisés pour le développement de nos services en France et à l'International;
- ✓ l'accroissement de l'ensemble des autres charges externes (Assurances, publicité, déplacements, frais postaux, services bancaires, etc..), compte tenu du très fort développement du Groupe.

NOTE 19 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

Résultat financier net (En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation
Intérêts et charges financières assimilées	(9)	(9)	-
Pertes des placements	(7)	(3)	(4)
Coût de l'endettement financier net	(17)	(12)	(5)
Pertes de change	(85)	(52)	(33)
Autres charges financières	(85)	(52)	(33)
Gains de change	25	73	(48)
Autres produits financiers	40	76	(36)
Autres produits financiers	65	150	(85)
Total	(37)	86	(123)



NOTE 20 IMPOT SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se décompose ainsi :

Charge d'impôt sur le résultat (En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation
Impôt exigible - France	-	=	-
Impôt exigible - Etranger	-	7	(7)
Impôt différé net	(14)	1	(15)
Total	(14)	8	(22)

NOTE 21 RESULTAT PAR ACTION

Le nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat par action est égal au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice duquel sont déduites les actions détenues en autocontrôle.

Résultat net par actions (En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	10 067 313	8 256 671	1 810 642
Titres d'autocontrôle	(18 833)	(20 066)	1 233
Total actions	10 048 480	8 236 605	1 811 875
Nombre d'actions potentielles	11 614 379	11 144 307	470 072
Résultat net	(3 657)	(2 475)	(1 182)
Résultat net par actions (en euros)	-0,36	-0,30	(0)

Les instruments potentiellement dilutifs sont décrits en <u>Note 9.3</u> Au cours de périodes présentées, les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSPCE, BSA,...) sont considérés comme anti-dilutifs car ils conduisent à une réduction de la perte par action. Ainsi le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

NOTE 22 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET AUTRES PASSIFS EVENTUELS

1 - LOCATIONS

Le Groupe est locataire de ses locaux. Il dispose de 2 nouveaux contrats de location pour ses sites :

- ✓ Valbonne : Le contrat de location est sur une durée de 9 années et prendra fin au plus tard le 15 octobre 2024. Le contrat de location est un bail commercial et peut être résilié tous les trois ans à compter de la date d'effet du contrat de location, soit le 16 octobre 2015.
- √ Woburn : Le contrat de location est un bail commercial sur une durée de 3 années et prendra fin au plus tard le 30 avril 2019. Le contrat a pris effet au 1^{er} Mai 2016.

Au 30 Juin 2016, le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre de ces contrats de location simple (période non résiliable) est le suivant :

Locations (En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
A un an au plus	295	229	66
A plus d'un an mais à 5 ans au plus	418	409	9
Total	713	638	75



2 -ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Licences d'exploitation des logiciels et brevets

Selon les dispositions des contrats de licences avec l'Université de Chicago, la Société doit à cet établissement les montants suivants, non encore comptabilisés au 30/06/2016:

- ✓ Des royalties égales à 1% du chiffre d'affaires qui sera réalisé par la Société au titre du logiciel CAD-Lung postérieurement au 30/06/2016. A noter que le contrat prévoit que la Société devra en tous cas verser à l'Université de Chicago, à ce titre, un minimum de royalties de 15 K\$ pour chacune des années calendaires 2016 et au-delà (provisionné au bilan 30/06/2016).
- √ 45 K\$ lorsque la Société aura obtenu les autorisations administratives nécessaires à la commercialisation du logiciel CAD-Colon soit aux Etats-Unis, soit au Japon, soit en Europe, ainsi que 30 K\$ lorsque les ventes cumulées du logiciel CAD-Colon auront dépassé 1 000 K\$. A noter que la Société a décidé, début 2009, de ne plus commercialiser le logiciel CAD-Colon.
- ✓ Des royalties égales à 1,5 à 2,0 % du chiffre d'affaires qui sera réalisé par la Société au titre du logiciel CAD-Colon postérieurement au 30/06/2016. A noter que le contrat prévoit que la Société devra en tous cas verser à l'Université de Chicago, à ce titre, un minimum de royalties de 15 K\$ pour chacune des années calendaires 2016 et au-delà. A noter que, la Société ayant décidé de ne plus commercialiser le logiciel CAD-Colon, et en accord avec l'Université de Chicago, cet engagement ne sera pas applicable tant que la Société n'aura pas recommencé à le commercialiser.

NOTE 23 OPERATIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Rémunérations des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont composés des membres du Conseil d'Administration de la Société. Les rémunérations versées ou à versées aux principaux dirigeants sont les suivantes :

Rémunération des dirigeants (En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation
Salaires et traitements versés (y compris charges sociales)	537	226	311
Salaires et traitements à verser (y compris charges sociales)	68	398	(330)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-
Engagements de retraite	37	31	6
Jetons de présence	25	25	-
Total	667	680	-13

Le Groupe n'a pas d'autres transactions avec les principaux dirigeants.

Le Groupe n'a pas de parties liées autres que les membres du Conseil d'Administration.

NOTE 24 DIVIDENDES

Aucun dividende n'a été versé par le Groupe au cours du premier semestre 2016 tout comme au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2015.



5. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SUR LES COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2016

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leurs incidences sur les comptes, des principales transactions entre parties liées.

Fait à Valbonne, le 06 Octobre 2016

Le Président Directeur Général

MEDIAN Technologies

Fredrik BRAG